

# Eco-tidien

Hebdomadaire d'informations économiques et financières - Récépissé N°0127/RDDJ/C19/BRP du 06 avril 2011



Après avoir annoncé plusieurs mois à l'avance la hausse des prix des carburants à la pompe survenue au Cameroun en février 2024, avec la projection d'une nouvelle hausse en 2025, l'agence de notation financière Fitch Ratings révisé ses prévisions. P 6

## CARBURANTS

# A cause de la présidentielle, le Cameroun pourrait éviter une 3<sup>e</sup> hausse des prix à la pompe en 2025

## AGRICULTURE

### Le Cameroun se positionne comme le hub de la production de Blé dans la zone Cemac

Le Cameroun expérimente ses semences de blé au Tchad et au Gabon. Il est prévu que cette initiative s'étende aux autres pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), selon le ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation (Minresi). P.3



## NSIA ASSURANCES CAMEROUN

### Une performance en deçà des objectifs affichés au premier semestre

NSIA Assurances Cameroun, filiale du groupe ivoirien NSIA, a enregistré un chiffre d'affaires de 4,95 milliards de Fcfa au terme des six premiers mois de l'année 2024, selon les informations du groupe. Bien que ce résultat soit positif, il n'atteint cependant pas les objectifs fixés en début d'exercice. P.6



## SECTEUR BANCAIRE

### Acces Bank, Sunu et Nsia en course pour le contrôle de la Commercial Bank Cameroun

Le paysage bancaire camerounais connaît un tournant significatif avec l'intérêt exprimé par les groupes Acces Bank, Sunu et NSIA pour acquérir 51 % des parts de l'État camerounais dans la Commercial Bank Cameroun (CBC). P.11



SECTEUR BANCAIRE

# Le groupe UBA augmente son capital de 89,4 milliards de Fcfa pour financer son expansion Africaine

Le groupe bancaire nigérian United Bank for Africa (UBA) a lancé, vendredi 15 novembre, une augmentation de capital de 89,4 milliards de Fcfa pour répondre aux nouvelles exigences en capital minimum imposées par la Banque centrale et financer sa stratégie de croissance en Afrique.



Tony Elumelu, Président du Groupe UBA

La Banque panafricaine United Bank for Africa (UBA) Plc, présente dans 20 pays du continent dont le Cameroun a annoncé via son site web officiel, la levée d'une enveloppe de 239,4 milliards de nairas soit 144 millions de dollars (89,4 milliards de Fcfa). Cette enveloppe permettra au groupe bancaire nigérian de procéder à l'augmentation de son capital par le billet d'émission de 6,8 milliards de nouvelles actions de 50 kobo chacune à 35 nairas par action. Cette opération actée depuis le 15 novembre dernier donne la possibilité

aux actionnaires existants d'acheter des actions supplémentaires au prorata de leurs avoirs actuels, sur la base d'une nouvelle action pour cinq actions existantes détenues par les actionnaires, poursuit le document.

En effet, la raison de cette augmentation de capital est de financer son expansion en Afrique. « L'objectif principal de cette augmentation de capital est de renforcer davantage notre capacité à tirer parti des opportunités de croissance ... », a déclaré Tony Elumelu. Le président

du groupe a également noté que les fonds permettront également à la holding d'accroître la capacité de prêt du groupe, d'investir dans les infrastructures numériques, de soutenir des pratiques commerciales durables et d'étendre les opérations du groupe en Afrique. Mentionnons que pour favoriser le développement économique du continent, UBA group est engagé dans plusieurs partenariats stratégiques parmi lesquels celui qui les lie avec la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Dans le cadre de cet accord, UBA s'est engagée à verser une enveloppe de 6 milliards de dollars, soit 3 726 milliards de Fcfa de financement au cours des trois prochaines années pour soutenir les PME africaines.

En Afrique, UBA Group effectue ses opérations dans 20 pays dont au Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo Brazzaville, Congo RDC, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya, Libéria, Mali, Mozambique, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad, Ouganda et Zambie. Au 31 décembre 2023, le rapport financier de la holding bancaire nigérian fait preuve de croissance et de résilience malgré les chocs exogènes. A en croire les données officielles consultées par EcoMatin, UBA Cameroon a réalisé un bénéfice bondissant de 174 % en 2023. Se

situant à 10,5 milliards de nairas (environ 5,5 milliards de Fcfa-tenant en compte le cours actuel du naira : 0,53 Fcfa-) en 2022, cet indicateur a crû à 28,6 milliards de nairas (environ 15,3 milliards de Fcfa) à fin 2023.

En matière de dépôts, considéré comme un baromètre de la confiance du public, UBA Cameroon a également amélioré sa capacité de collecte, avec un encours de 1 039,1 milliards de nairas (612,9 milliards Fcfa) entre janvier et décembre 2023 contre 409,3 milliards de nairas (527,7 milliards de Fcfa) à la même période l'année précédente. Cette progression n'aurait sans doute pas été la même sans une politique d'extension de son réseau bancaire. En effet, la banque a su diversifier son offre de produits et de services financiers pour répondre aux besoins spécifiques de ses clients, grâce à l'innovation dans le domaine du numérique. En termes d'allocation de ressources aux clients, la banque pilotée par Jude Anele affiche un encours de 374,4 milliards de nairas (198,4 milliards de Fcfa). Par rapport à 2022, ce volume a progressé se situant 176,2 milliards de nairas (93,3 milliards de Fcfa).

André Noir

# Eco-tidien

Tous les lundis dans vos kiosques



Hebdomadaire Economique et Financière

Bien informer pour mieux investir en Afrique

contacts: 696 82 03 94 / 677 23 95 67

## AGRICULTURE

# Le Cameroun se positionne comme le hub de la production de Blé dans la zone Cemac

Le Cameroun expérimente ses semences de blé au Tchad et au Gabon. Il est prévu que cette initiative s'étende aux autres pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), selon le ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation (Minresi).

« Les pays de la sous-région comptent sur le Cameroun », a expliqué Eddy Ngankeu, conseiller technique n° 2 du Minresi, dans une capsule vidéo où il confirme que Yaoundé a bien l'intention de se positionner comme le hub de la production de blé dans la zone Cemac. Cette ambition tient au fait que le Cameroun a des atouts à faire valoir. « Dans la sous-région, nous sommes le seul pays à avoir cinq zones agroécologiques. C'est pourquoi, toutes les semences développées au Cameroun peuvent être dispatchées dans les autres pays. C'est ce qui fait la force du Cameroun », explique Eddy Ngankeu.

Mais, en plus de cet atout agricole, le Cameroun bénéficie également de sa longue expérience dans la production de blé. D'abord avec la Société de développement du blé (Sodeble), une exploitation agricole créée en 1975 à Wassande, à 80 kilomètres de Ngaoundéré, dans la région de

l'Adamaoua. La Sodeble a atteint une production annuelle de 10 000 tonnes avant de faire faillite et de fermer. Plusieurs années après cette première expérience, le Cameroun a jugé bon de relancer cette filière en commençant par la production de semences, une tâche confiée à l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD).

## SOUVERAINETÉ

La position de hub que le Cameroun occupe est présentée comme un modèle au sein du Réseau collaboratif du blé en Afrique de l'Ouest et du Centre (WecaWheat), une initiative qui regroupe 52 pays qui a vu le jour en 2023 en réaction à la crise en Ukraine responsable d'une inflation des céréales sur le continent. Le WecaWheat, qui tenait son deuxième sommet à Abuja au Nigeria au mois dernier, a recommandé au Cameroun d'accompagner ses voisins vers la souveraineté en matière



Une filière en pleine expansion

de production et de transformation du blé. Il est d'ailleurs fort possible que le Cameroun abrite le prochain sommet de cette initiative, qui loue ses avancées dans la recherche et l'expérimentation des premières semences sorties des laboratoires de l'IRAD.

En rappel, le Cameroun a déjà développé une cinquantaine de semences de blé. Elles sont expérimentées à Wassande

sur une superficie actuelle estimée à près de 300 hectares. L'objectif poursuivi par Yaoundé est la maîtrise complète de la chaîne de valeur du blé dans les prochaines années afin de s'affranchir des importations qui coûtent plus de 250 milliards de FCFA à l'État chaque année.

Omer Kamga

## MÉCANISATION DE L'AGRICULTURE

# Le Ceneema reprend l'usine de tracteurs d'Ebolowa

Le directeur général du Centre national d'études et d'expérimentation du machinisme agricole (Ceneema), Andrée Caroline Mélanie Ekotto Minkouna, et le ministre de l'Économie, Alamine Ousmane Mey, ont paraphé le 13 novembre 2024 à Yaoundé, une convention de rétrocession au Ceneema de l'usine d'assemblage des tracteurs d'Ebolowa (région du Sud) et de ses actifs.



L'usine d'assemblage des tracteurs d'Ebolowa

D'après les services de communication du Ceneema, cette convention fait du bras séculier de l'État dans la promotion de mécanisation agricole au Cameroun, le nouveau propriétaire et gestionnaire de l'usine des tracteurs d'Ebolowa et de tous les engins issus des conventions riz, maïs manioc, signées entre le Cameroun et L'inde en 2012 pour l'industrialisation de ces filières au Cameroun. Ces conventions, assorties de contrats financés à hauteur de 21,3 milliards de FCFA par Exim Bank of India, ont permis aux fabricants

de produire 239 tracteurs de grandes capacités, 116 engins d'équipements lourds de génie civil, 150 engins roulants, des moissonneuses batteuses, des niveleuses, de piqueuses de manioc, etc. Grâce à ces équipements, le Ceneema compte accélérer la mécanisation de l'agriculture en vu booster la production agricole au Cameroun.

Ces équipements et engins seront déployés dans les pools de mécanisation et bassins de production du pays,

indiens de fournir 1000 premiers tracteurs au Cameroun.

Selon des responsables du Ceneema, une seconde phase de fabrication d'équipements évalués à 42 milliards de FCFA et assemblés à Ebolowa,

permettant ainsi au Ceneema d'avoir une plus grande capacité de projection. Cela favorisera également un déploiement rapide sur le territoire en évitant de très longues programmations qui faisaient rater le début de la campagne agricole à certains clients, renseigne-t-on au Ceneema. Enfin, les coûts élevés par le carburant des porte-chars seront réduits, car les antennes et pools dans les régions seront dotés d'équipements pour être plus proches des clients.

Pour les tâches liées au transport des équipements, huit kits complets constitués de camions (ateliers, grues, bennes, citernes à eau, citernes à gazoil et remorqueuses) sont désormais disponibles. En ce qui concerne les engins destinés à la production agricole et post-récolte, on parle précisément de 239 tracteurs agricoles et outils attelés pour les cultures du maïs, du riz, et du manioc.

Ils vont servir à la préparation du sol, aux semis, à la fertilisation, au traitement phytosanitaire et à la récolte. Cette option du gouvernement arrive à point nommé, car elle redonne vie à ce projet qui est resté jusqu'ici en friche.

Le choix porté sur le Ceneema n'est pas un hasard. « Au fait, le Ceneema n'est pas en terrain inconnu, ce que beaucoup ne savent pas, ce sont les techniciens et mécaniciens du Ceneema qui ont monté et testé les premiers tracteurs », a indiqué Andrée Caroline Mélanie Ekotto Minkouna.

Il convient de rappeler que la première phase de ce projet entamé avec le partenaire indien, a permis de fabriquer près de 1000 tracteurs. Dans le cadre de la deuxième phase avec la reprise du Ceneema, il est prévu la fabrication de 236 tracteurs de grande capacité.

Lancée en 2010 pour un coût prévisionnel de 18,825 milliards Fcfa, la première phase de l'usine d'assemblage des tracteurs d'Ebolowa a été au centre d'un scandale. En 2011, année initialement prévue pour sa livraison, une centaine de tracteurs montés pendant la phase de test avaient été abandonnés dans la brousaille, sous les intempéries, à cause de l'arrêt des travaux de construction des hangars devant les abriter.

Christian Trésor Adong

**Eco-tidien**  
Journal d'information économique et financière

Siège Social et Rédaction, Akwa - Douala  
Récépissé de déclaration  
N°000127/RDDJ/C19/BRP du 06 Avril 2011  
B.P : 13096 Douala  
Tél. : 677 239 567 / 696 820 394  
Mail : journal.ecotidien@gmail.com  
Web : www.ecotidien.com

DIRECTEUR DE PUBLICATION  
ET REDACTEUR EN CHEF  
Bertrand ABEGOUMEGNE

CONSEIL EDITORIAL  
Cyrille ONANA, Ludovic FANSI  
Alain MINOUE

REDACTION CENTRALE  
Elise NGUELE, Cédric BOYOMO,  
Christian ADONG, Hassan MAMA  
Vanessa EBOULIE, Paul NKALA  
André Noir, Placide ONGUENE

MISE EN PAGE  
Jules HERVÉ INF.

IMPRIMERIE  
Macacos

DISTRIBUTION  
Messapresse

TIRAGE  
1000 exemplaires

Une Publication de l'Agence Rhéma Services



## PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

## Le Cameroun veut multiplier ses chances

Jeudi 14 novembre 2024, la salle de conférences du Conseil d'appui à la réalisation des contrats de partenariat (CARPA) a servi de cadre à la présentation du guide ESG-PPP (environnement, social, gouvernance pour les partenariats public-privé). Un document mis au point par le cabinet Jade Advisory dans le cadre de la Facilité multipays pour l'appui au développement des PPP, financé par l'Agence française de développement (Afd) et qui, dans sa phase pilote, concerne le Cameroun et Djibouti.



Immeuble Siège du CARPA

Selon Dieudonné Bondoma Yokono, président du CARPA qui coordonnait la cérémonie en présence des représentants d'administrations impliquées, cette facilité a permis pour le Cameroun, la priorisation de 22 projets à réaliser sous le mode PPP et vise entre autres le renforcement des capacités des acteurs publics impliqués dans les PPP ainsi que le développement d'outils standard pour ce mode de partenariat.

Et pour coller à l'air du temps, il est également question de prendre en compte, au moment de la réalisation de nouveaux projets, les changements climatiques et la protection de l'environnement. Ceci pour être en conformité avec des engagements pris par le pays, comme l'atteinte des Objectifs de développement durable suivis par les Nations Unies, l'Accord de Paris sur le climat, etc. A ce stade, deux projets à réaliser en PPP parmi les 22, sont en cours d'étude de préfaisabilité sur financement de l'Afd: la modernisation du lac municipal de Yaoundé et l'aménagement d'un hub logistique à Ngoumou. Mais avant d'en arriver à ces contrats de type nouveau, d'autres ont déjà été réalisés avec succès ou sont en cours.

A ce jour, deux contrats de partenariat public-privé ont été menés à leur terme avec succès. Il s'agit de ceux noués entre l'hôpital général de Douala avec l'entreprise privée Numelec, pour le financement, la fourniture et la maintenance du matériel de dialyse d'un côté, et du financement, de la fourniture et de l'exploitation d'équipement d'imagerie par résonance magnétique. La finalité ayant été la réduction du nombre d'évacuations sanitaires.

## DES PROJETS EN COURS DE RÉALISATION

Au CARPA, l'on se félicite de ce que certains projets ont été mis sur pied avec succès grâce aux PPP. Il s'agit notamment de la modernisation du système informatique de la Douane camerounaise. D'un montant de 30,4 millions de Fcfa, ce projet, mis en œuvre depuis cinq ans, consiste au financement, en la conception, au développement logiciel, et à la construction de datacenters, entre autres, en vue de la dématérialisation des transactions douanières et de la collecte efficace des recettes y relatives. Et depuis le démarrage du projet, il a été constaté une augmentation desdites recettes. Il y a également la construction et l'exploitation de l'autoroute

Kribi-Lolabe. Cette infrastructure de près de 40 km a vu le jour grâce au financement et à la conception-réalisation partiels de l'entreprise chinoise KHM.

Pour une durée de 30 ans depuis 2020, le partenaire privé exploitera l'ouvrage qui donne accès au port en eaux profondes de Kribi en collectant les recettes de péage au nom et pour le compte de l'Etat. Toujours en relation avec le port de Kribi, il y a les contrats de concession du terminal à conteneurs et du terminal polyvalent.

Pour le terminal à conteneurs, l'opérateur Kribi conteneurs Terminal (KCT) s'est engagé à financer, exploiter, développer, entretenir et maintenir ce terminal, tout comme à assurer toutes les prestations qui y concourent, pour une durée de 25 ans. Quant au terminal polyvalent, les termes du contrat sont pratiquement les mêmes que pour le terminal à conteneurs, à quelques détails près, notamment la durée qui est de 20 ans, et la clause sur la réalisation d'investissements complémentaires en cas de besoin.

Comment ne pas parler de projet d'aménagement hydroélectrique de Nachtigal d'une valeur de 1,2 milliard d'euros qui s'exécute en mode Build-Own-Operate and Transfer, entre l'Etat du Cameroun et la Nachtigal Hydro Power Company et qui, à terme, devrait permettre au pays d'injecter 420MW dans le réseau électrique pour le bien-être des ménages et le développement du secteur industriel, entre autres.

## DES PARTENARIATS À FINALISER

Il faudra environ 1900 milliards de Fcfa pour concevoir, construire et assurer la maintenance d'une ligne de chemin de fer entre Mbalam et Kribi, afin d'évacuer le minerai de fer à exploiter dans les gisements situés en terre congolaise. L'acquisition de matériel roulant sera également indispensable. Mais comme l'Etat seul ne peut pas mobiliser autant de ressources, il s'est adjoint les services, dans le cadre d'un contrat de partenariat public privé signé en 2022, d'un consortium qui travaille actuellement au bouclage financier du projet. Et il y en a bien d'autres. Ce qui fait dire au Conseil d'appui à la réalisation des contrats de partenariat, malgré quelques ratés, que « le partenariat public-privé reste une option irréversible dans le dispositif de financement du développement infrastructurel du Cameroun. ».

André Noir

## ASSAINISSEMENT DU FICHER SOLDE

## 1 200 nouveaux fonctionnaires radiés des effectifs de la Fonction publique

Selon un communiqué rendu public ce 18 novembre 2024 par Joseph Le, ministre camerounais de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Minfopra), 1 172 nouveaux fonctionnaires viennent pour certains, d'être révoqués d'office et pour d'autres, licenciés des agents de l'Etat relevant du Code du travail. « Cette nouvelle vague s'ajoute aux 1 981 licenciements et 424 révocations intervenues précédemment », martèle le membre du gouvernement. Soit un total de 3 577 personnels éjectés sur la base de ce décompte.



Joseph Le, Ministre de la fonction publique

Ces sanctions, précise le membre du gouvernement, sont prises « dans le cadre de la phase contentieuse de l'opération de Comptage physique des personnels de l'Etat (Coppe) ». Lancée au cours de l'année 2018, cette opération a pour principal but d'identifier et de sortir du fichier solde de l'Etat, tous les agents publics y émargeant irrégulièrement. Notamment du fait d'une absence non justifiée, d'une démission ou d'un décès non déclaré.

En effet, à la fin de l'opération, le Coppe avait officiellement permis de déceler 8766 agents publics en indécatesse. Mais, « nonobstant de nombreux communiqués et mises en demeure du ministre des Finances et du Minfopra (ministre de la Fonction publique, NDLR) à l'adresse des 8766 agents publics mis en cause, seuls 601 personnels ont répondu aux demandes d'explications écrites qui leur étaient adressées, et pour certains, déferés aux convocations du Conseil permanent de discipline de la Fonction publique », indique le ministre Lé.

Par ailleurs, apprend-t-on, au terme des procédures disciplinaires, des réhabilitations ont été prononcées en faveur de certains et des licenciements ou révocations à l'endroit d'autres bien qu'ayant répondu aux convocations, « ont excipé de faux documents à l'effet d'induire l'administration en erreur ». Il convient de signaler que l'opération de Comptage physique vise à toiletter le fichier solde de l'Etat par le démantèlement des fonctionnaires cumulant soit plusieurs postes de travail, des mois voire des années d'absence à leur poste d'affectation tout en percevant le salaire mensuel. Il s'agit également de la perception induite des salaires par l'usage des fausses identités, des faux documents etc. Toute chose qui fait perdre beaucoup d'argent au Trésor public obérant par la même occasion les effectifs de la

Fonction publique et la masse salariale y afférente.

La preuve, le Document de programmation économique et budgétaire à moyen terme 2025-2027 table sur une masse salariale de 1 663,4 milliards de Fcfa en 2025. Comparé à 1 487,8 milliards de Fcfa prévus pour 2024, les charges du personnel progresseraient de 175,6 milliards de Fcfa en valeur absolue et de 11,6% en valeur relative. De l'autre côté, l'effectif lui, devrait culminer à 411 749 fonctionnaires à fin décembre 2024 pour une hausse d'environ 8% en glissement annuel.

Concrètement, parmi les mesures à prendre par le gouvernement dans l'élaboration du budget 2025 de l'Etat, qui sera bientôt soumis à l'examen des parlementaires, le chef de l'Etat instruit « la finalisation de la phase contentieuse du Comptage physique des personnels de l'Etat, par la sortie définitive du fichier solde de l'Etat de tous les agents publics définitivement reconnus absents et suspendus à cet effet », ainsi que « la poursuite de l'assainissement du fichier solde et personnels, à travers la suppression des agents démissionnaires, ou par la clôture des éléments de salaires ou pensions indûment perçus ».

Les radiations qui devraient donc se poursuivre au cours de l'année 2025, suivant l'instruction présidentielle, vont permettre de réaliser des économies supplémentaires sur la masse salariale de l'Etat. Selon les données du ministère des Finances, le Coppe a par exemple permis de supprimer environ 10 000 agents publics fictifs du fichier solde de l'Etat, pour une économie budgétaire annuelle d'environ 30 milliards de FCFA, dès l'année 2019.

Omer Kamga

## COOPERATION CAMEROUN-UE

# 60 milliards de Fcfa pour le renforcement des infrastructures au Cameroun

Le chiffre a été annoncé lors de la 3<sup>ème</sup> session du Dialogue économique et technique sur le partenariat Cameroun-Union européenne, tenue jeudi 14 novembre à Yaoundé, sous la coprésidence du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (Minepat) et de l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union Européenne au Cameroun.

9 millions d'Euros, soit environ 60 milliards de Fcfa. C'est le montant que l'Union européenne va mobiliser pour la poursuite de la mise en œuvre des projets infrastructurels au Cameroun dans le cadre de la deuxième phase du Programme Indicatif Multi annuel 2025-2027. L'annonce a été faite par le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (Minepat), Alamine Ousmane Mey, Coordonnateur du partenariat Cameroun-Union européenne, et l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union Européenne au Cameroun et en Guinée Equatoriale, SE. Jean Marc Chataigner, au sortir des travaux de la 3<sup>ème</sup> session du Dialogue économique et technique sur le Partenariat Cameroun Union européenne.

Deux principales thématiques ont été traitées à l'occasion de cette rencontre de haut niveau. La première portait sur les effets des nouveaux instruments de financement que l'Union européenne (UE) met à disposition en vue de soutenir la réalisation des projets infrastructurels structurant et l'accompagnement du secteur privé. La deuxième thématique quant à elle était relative au climat des affaires, dans la perspective de l'amélioration, de le rendre encore plus incitatif et de mettre en place tous les instruments susceptibles de renforcer le dialogue entre le secteur privé et le secteur public.

Ces travaux qui ont duré près de cinq heures d'horloge se tiennent quatre mois après la ratification par le Cameroun de l'Accord de Samoa signé le 15 novembre 2023 entre l'Union européenne (UE) et ses partenaires de l'Organisation des Etats Membres d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP). « C'est donc dans un cadre renouvelé que nous avons eu un dialogue riche, dense et fructueux sur les relations entre l'Union européenne et le Cameroun », a déclaré Alamine Ousmane Mey, face à la presse. Il a relevé avec satisfaction l'action de l'Union européenne en termes de financement

des infrastructures au Cameroun.

A titre d'illustration, l'UE participe à la construction du Projet Nachtigal qui va mettre 420 mégawatts d'énergie à disposition à terme, du pont sur le Logone entre Yagoua (Cameroun) et Bongor (Tchad) qui participe à l'intégration sous régional, entre autres. Le Pont sur le Ntem, la voie de contournement de Yaoundé, l'extension du réseau ferroviaire vers le Tchad, la poursuite du renforcement de la capacité de production énergétique du Cameroun à travers le projet Kikot (région du Littoral), sont également des projets qui ont retenu l'attention de l'Union Européenne et vont bénéficier de son soutien. Ces engagements forts de l'UE sous forme de dons et d'appuis budgétaires, visent à poursuivre la réalisation de certaines infrastructures et à soutenir les réformes structurelles en vue de l'amélioration de la gestion des finances publiques et de la compétitivité du Cameroun.

Pour l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union européenne au Cameroun, SE. Jean Marc CHATAIGNER, la 3<sup>ème</sup> session du Dialogue économique et technique était un moment d'échanges basés sur « un dialogue direct, franc » qui a permis de discuter sur plusieurs initiatives, projets et partenariats concrets et visibles au bénéfice des populations camerounaises. L'Ambassadeur a indiqué que les discussions avec le MINEPAT et le Ministre des PME, ont également porté sur la possibilité d'avoir des financements supplémentaires à travers des mécanismes d'appuis financiers aux entrepreneurs qu'offrent l'Instrument de voisinage, de coopération au développement



Renforcer le dialogue entre le secteur privé et le secteur public

et de coopération internationale (NDICI-Global Europe) et le Global Gateway.

S'agissant de l'amélioration du climat des affaires, les deux parties ont notamment souligné leur volonté commune à mobiliser davantage les ressources du secteur privé. « Un secteur privé vibrant, un secteur privé productif, c'est aussi autant d'emplois créés, autant de richesses créées, et une amélioration de la qualité de vie des populations. C'est un aspect qui nous tient à cœur, et dans la dynamique qui est celle de la coopération avec l'Union européenne nous pensons pouvoir bénéficier de plus de soutien », a déclaré le MINEPAT, Coordonnateur du partenariat Cameroun-UE. Alamine Ousmane Mey a dans cet élan invité le Commissaire en charge des partenariats internationaux de l'UE à se rendre dans la sous-région. Cette visite permettra d'apprécier ce que le Cameroun fait et envisage de faire avec l'appui de l'Union Européenne tant à l'échelle nationale qu'au niveau sous régional, pour ouvrir l'espace économique de la sous-région, donner plus d'opportunités aux investisseurs, tirer profit des dispositions

légalles en matière de partenariat public-privé et de soutenir ces initiatives par des lignes des financement en direction des Petites et Moyennes Entreprises qui ont le plus besoin du soutien financier à la fois du gouvernement ou des partenaires techniques et financiers.

Rappelons que le Dialogue économique et technique sur le Partenariat Cameroun-Union européenne est instauré dans le cadre du partenariat renouvelé de l'Accord de Samoa. Ce nouvel accord institue un dialogue régulier équilibré, global et approfondi aboutissant à des engagements et, le cas échéant, à des actions de part et d'autre en vue de la mise en œuvre efficace du partenariat entre les pays ACP et l'UE. L'Accord de Samoa signé pour une durée de 20 ans, plus 5 ans de prorogation tacite, prend en compte la vision commune de promouvoir l'investissement, la croissance économique et la durabilité environnementale. Cet accord ambitionne de jeter les bases pour des alliances et des actions mieux coordonnées sur la scène internationale où le groupe OEACP-UE peut avoir une influence majeure aux fins de relever certains défis mondiaux

## HYDROCARBURES

## Le Congo face aux défis de l'approvisionnement en carburant

Confrontée à des difficultés liées notamment aux dysfonctionnements techniques, la Congolaise de raffinage (Coraf) fournit désormais en moyenne 4800 tonnes de super carburant correspondant à neuf jours de consommation au lieu de treize. Les seize mille tonnes de gasoil qu'elle met actuellement sur le marché ne correspondent qu'à seize jours de consommation au lieu de vingt-quatre comme auparavant. D'où une baisse considérable de la production mensuelle.



Vers une pénurie de carburant

Auparavant, la Coraf fournissait mensuellement le marché national de 8000 tonnes de supercarburant et 24 000 tonnes de gasoil. Ce qui correspondait respectivement à seize et vingt-quatre jours de consommation, soit 53 à 80% de la consommation nationale. Le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard

assurées par la SNPC sont affectées par un certain nombre de paramètres liés aux prix sur le marché international. Des problèmes avec les traders concernant les délais de livraison ; le refus des marqueurs d'importer à cause des pertes ainsi que les problèmes logistiques importants ralentissent

Itoua, a mis à la disposition de la population toutes ces informations, lors de la question orale avec débat au gouvernement, au niveau du Sénat, le 15 novembre à Brazzaville.

« L'approvisionnement en brut de la Coraf est subventionné par l'Etat. Du fait des accords que nous avons signés avec les institutions internationales, cette subvention a été réduite. La SNPC n'a pas de moyens pour pallier ce déficit », a déclaré le ministre des Hydrocarbures, relevant que les importations

l'acheminement des produits en provenance de Pointe-Noire ainsi que ceux que l'on pourrait importer de Kinshasa.

### CE QUE PRÉVOIT LE GOUVERNEMENT

Pour résorber le problème de pénurie de carburant qui impacte négativement sur le quotidien des Congolais, le gouvernement compte sur les commandes engagées par la SNPC pouvant couvrir les mois de novembre et décembre et janvier 2025. « Les livraisons se font actuellement », a souligné le ministre Jean Richard Bruno Itoua. 8000 tonnes de supercarburant sont attendues le 23 novembre pour seize jours d'autonomie de consommation ; 4000 tonnes supplémentaires correspondant à seize jours d'autonomie devaient arriver de Kinshasa le 13 novembre dernier. A cela s'ajoutent les 20 000 et 45 000 tonnes attendues sans oublier les 16 000 tonnes par mois que la Coraf promet de fournir.

En outre, pour régler le problème de l'équilibre de la chaîne d'approvisionnement

qui se pose avec acuité, le ministre des Hydrocarbures relève qu'il sera difficile pour le gouvernement d'agir, car « nous sommes en négociation avec le FMI qui s'oppose aux subventions ». A côté, il y a des actions qui doivent être menées, notamment la Coraf qui doit produire davantage ; la question de la construction des stocks à régler puis la structuration du prix de sorte à préserver des postes garantissant, entre autres, la disponibilité des ressources liées à la stabilisation des prix des produits pétroliers. Espérons que de récents accords signés entre le Congo et la Russie sur la construction de l'oléoduc de transport des produits pétroliers entre Brazzaville et Pointe-Noire résolvent quelque peu le problème de la pénurie en carburant. En attendant, « le gouvernement continue de travailler sur la seconde raffinerie », a conclu le ministre des Hydrocarbures.

Bouba Yankréo

## ENTREPRISE

## GAZ DOMESTIQUE

# La Csph va investir 6,4 milliards de Fcfa pour un nouveau centre d'emplissage à Ebolowa

La ville d'Ebolowa, capitale régionale du Sud du Cameroun, sera bientôt dotée d'un centre emplisseur et de stockage du gaz domestique, construit par la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (CSPH). C'est du moins ce que révèle un appel d'offres restreint récemment lancé par cette société d'État, en direction de sept entreprises présélectionnées dans le cadre de ce projet, dont le coût est estimé à 6,4 milliards de FCFA.



Nouvelle unité d'emplissage en cours de construction à Ebolowa

Après Bamenda dans le Nord-Ouest, c'est à Ebolowa 1er dans le département de la Mvila, région du Sud Cameroun, que la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (Csph) envisage construire un nouveau centre de stockage et d'emplissage de gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou gaz domestique. Selon l'appel

d'offres restreint publié le 15 novembre 2024, les travaux à réaliser dans le cadre de ce projet sont divisés en deux lots : la construction du centre d'emplisseur (qui comprend entre autres la construction des réservoirs de GPL et de l'unité de carrousels dans l'usine du fournisseur, la construction de portique, etc.) et les travaux de construction d'une base de vie (espaces récréatifs, d'une clinique, d'une cafétéria et un immeuble d'habitation). Coût total : 6,4 milliards de Fcfa (6 milliards de Fcfa pour le lot 1 et 400 millions de Fcfa pour le lot 2, Ndlr) qui proviendront du budget de la Csph pour les exercices 2024 et 2025.

Ainsi, dans le cadre de cet appel d'offres restreint, la Csph a par la même occasion rendu publique, la short-list des entreprises

présélectionnées pour la réalisation de ces travaux. Il s'agit pour le lot 1 des entreprises Parlym, Simi Camaroes Sarl, Etrafi et Atlantis Cameroon. Pour le lot 2, ce sont les entreprises Groupe Mazal et AssocieS Sarl, Perfetto Sarl et Dina Sarl qui sont invitées à participer à cet appel d'offres. Précisons que lesdites entreprises ont été présélectionnées à la suite d'un appel d'offres lancé le 2 septembre dernier par la structure que dirige Okié Johson Ndoh. Elles ont été retenues sur la base d'un processus rigoureux qui prend en compte entre autres critères les capacités financières. A cet effet il était indiqué que l'entreprise soumissionnaire doit avoir accès à une ligne de crédit ou à d'autres ressources financières d'au moins 2 milliards de Fcfa pour financer la construction du centre (lot 1), et de 130 millions de FCFA pour la construction de la base vie (lot 2).

Indiquons que la construction de cette infrastructure de stockage de gaz domestique permettra d'augmenter la production nationale de gaz domestique du pays qui est

évalué à fin juin 2024 à 15 142,018 tonnes métriques selon la Société nationale des hydrocarbures. Plus encore, elle permettra aussi de garantir l'approvisionnement en gaz domestique de la région du Sud, étant donné que la centrale thermique de Kribi est aussi située dans la même région.

En plus de la démocratisation de l'accès au gaz domestique, les centres emplisseurs que construisent dans le pays la CSPH et d'autres marketeurs participent de la lutte contre la désertification (dans le septentrion) et la déforestation (dans la partie Sud), conséquences de l'utilisation du bois de chauffage dans les ménages. Selon le ministère des Forêts et de la Faune, les volumes de charbon mis en vente sur le marché camerounais chaque année ont une valeur globale de 17 milliards de FCFA. Ce qui traduit la vigueur de cette activité, qui constitue une véritable menace pour l'environnement, selon les ONG.

Rémy Ngassana

## CARBURANTS

## A cause de la présidentielle, le Cameroun pourrait éviter une 3e hausse des prix à la pompe en 2025

Après avoir annoncé plusieurs mois à l'avance la hausse des prix des carburants à la pompe survenue au Cameroun en février 2024, avec la projection d'une nouvelle hausse en 2025, l'agence de notation financière Fitch Ratings révisé ses prévisions.



NON à une 3e augmentation successive des prix des produits pétroliers à la pompe

Dans son rapport publié le 15 novembre 2024, au terme duquel l'agence américaine reconduit la note « B » du Cameroun avec perspectives négatives, pour ses emprunts en devises sur le long terme, Fitch doute désormais que le gouvernement camerounais augmente à nouveau les prix à la pompe en 2025, malgré les engagements pris dans ce sens devant le Fonds monétaire international (FMI).

« Le gouvernement s'est engagé à réduire les subventions aux carburants, en augmentant les prix de détail (...) de 15% en 2024, après une hausse de 21% en 2023. Toutefois, compte tenu de l'importance de la stabilité sociale et de l'élection présidentielle, nous supposons que le gouvernement n'augmentera pas les prix du pétrole en 2025, retardant ainsi

la suppression progressive des subventions aux carburants », peut-on lire dans le dernier rapport de notation de Fitch sur le Cameroun.

En d'autres termes, afin d'éviter de se mettre à dos l'électorat, dans la perspective de l'élection présidentielle prévue au Cameroun en octobre 2025, les autorités publiques pourraient surseoir à une 3e augmentation successive des prix des produits pétroliers à la pompe. Après celles de 2023 et 2024, qui ont contribué à plonger le pays dans la spirale inflationniste. A titre d'exemple, après la hausse des prix à la pompe de 2023, à laquelle il faut cependant ajouter des facteurs exogènes tels que la guerre entre la Russie et l'Ukraine, le taux d'inflation au Cameroun a bondi à 7,1% et 7,3% respectivement en mars et avril 2023, avant de s'établir à 7,8% en mai 2023, selon les

données compilées par l'Institut national de la statistique (INS). Malgré le fléchissement observé depuis le début de l'année courante, marquée par une nouvelle hausse des prix des carburants dès le mois de février, le taux d'inflation continue d'être largement au-dessus du seuil de 3% admis dans le cadre des critères de convergence de la zone Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA). Malgré les deux augmentations de salaires de 5% dans le secteur public et la revalorisation du SMIG, ces mouvements d'inflation diminuent le pouvoir d'achat des populations. Ces mesures avaient été décidées par le gouvernement en 2023 et 2024, pour pouvoir atténuer les effets de la hausse des prix des carburants à la pompe sur les populations.

Le gouvernement camerounais, en évitant une réévaluation des tarifs à la pompe pour l'année 2025, comme le prétend maintenant l'agence de notation américaine Fitch Ratings, contribuerait d'ailleurs à l'économie de ces mesures d'assistance. Pour le bonheur d'une trésorerie publique pas des moins tendues ces dernières années.

André Noir

## GESTION D'ACTIFS

## Harvest Asset Management décroche la certification ISO 9001:2015, une première en Cemac

La société camerounaise de gestion d'actifs Harvest Asset Management vient d'obtenir la certification ISO 9001:2015 pour son système de management de la qualité, a annoncé l'entreprise dans un communiqué. Cette distinction délivrée par Bureau Veritas, leader mondial de l'évaluation de la conformité et de la certification, positionne l'entreprise comme la première société de gestion d'actifs de la région Cemac (Cameroun, Gabon, Congo, Tchad, Centrafrique, Guinée-équatoriale) à décrocher cette reconnaissance internationale.

Selon l'entreprise, l'obtention de cette certification, est le résultat de plus de 2400 heures d'efforts conjoints des équipes de Harvest Asset Management. « Ce parcours rigoureux, marqué par des audits approfondis et un engagement collectif exceptionnel, reflète la volonté de l'entreprise de placer la performance et la satisfaction des clients au cœur de ses priorités », explique Harvest Asset Management.

« Pendant plus de 10 mois, nous avons travaillé sans relâche avec le soutien indéfectible de la direction générale et l'implication déterminante des pilotes de processus. La réussite dès le premier audit témoigne de notre cohésion et de notre détermination. Nous sommes fiers du travail accompli », témoigne Joël Ntomba, responsable Conformité et Qualité chez Harvest Asset Management.

D'après Marc Kamguing, administrateur directeur général de l'entreprise, « cette certification est avant tout dédiée à nos clients, qui nous font confiance au quotidien. Elle s'inscrit dans une

démarche d'amélioration continue et symbolise notre engagement à offrir des services de gestion d'actifs conformes aux standards internationaux et d'une qualité irréprochable. »

Premier gestionnaire d'actifs du marché financier régional avec un encours sous gestion de 302 milliards de FCFA en fin 2023, selon la Cosumaf, cette distinction ouvre la voie à Harvest Asset Management vers une nouvelle ère de transparence et de confiance. L'entreprise qui a doublé son capital en août dernier pour le porter à un milliard de FCFA, conforte son leadership en zone Cemac, et son expertise en gestion d'actifs, notamment les fonds communs de placements (FCP).

Paul Nkala



Harvest Asset management

## PRIX D'ÉLECTRICITÉ

# Eneo Cameroon clarifie l'harmonisation des tarifs exigée par l'Arsel

Au cours d'une conférence de presse tenue le 15 novembre 2024 à Douala, Eneo, concessionnaire exclusif de la distribution d'électricité au Cameroun, a clarifié l'harmonisation des tarifs réglementés pour les modes de consommation prépayé et postpayé, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2024.



Le prix de l'électricité n'a pas augmenté

« Le tarif de l'électricité n'a pas augmenté au Cameroun. Déjà, il faut savoir que le client postpayé qui reste encore, dans une certaine mesure très présente au Cameroun, il n'y a pas de changement. Maintenant, pour le client prépayé, nous avons 92% des clients pour lesquels le budget mensuel utilisé pour l'électricité va soit se stabiliser soit voir un changement à la baisse », explique Dr Ebenezer Tedjouong, senior manager governance and internal control à Eneo.

Il s'agit en effet d'une tarification sur la base des moyennes de consommation. La conséquence est de se voir facturer dans une autre tranche en application des récents achats par l'algorithme. « En fait, de changement, il n'y en a pas », conclut l'expert. Les clients

en mode prépayé du fournisseur national d'électricité devront donc employer des bons gestes en surveillant leurs consommations en matière d'économie d'énergie.

« Avant, Eneo donnait la possibilité aux consommateurs du prépayé d'acheter les unités de 0 à 150 kWh à 50 FCFA. Mais plusieurs clients montraient qu'ils consommaient à 220 kWh

même mois. En les assignant depuis le 1er novembre dernier à une tranche de consommation sur la base de leur moyenne de consommation, on se rend bien compte qu'ils ne sont pas des clients de la tranche sociale (0-110 kWh), mais plutôt de la tranche de 111 voire 400 kWh », a expliqué Ebenezer Tedjouong, senior manager commercial électricité à Eneo.

En conséquence, ces clients sont facturés à 79 FCFA par kWh, TVA incluse, s'ils consomment plus de 220 kWh, précise Eneo. Grâce à cette tarification, l'entreprise indique que 92 % des 800 000 abonnés au prépayé verront leur consommation se stabiliser ou diminuer. Ces précisions d'Eneo interviennent alors que des associations de consommateurs protestent contre cette nouvelle grille tarifaire, jugée trop élevée,

et réclament le rétablissement des anciens tarifs.

Le 14 novembre dernier, une dizaine de membres de la Fondation camerounaise des consommateurs (Focaco) ont tenté de manifester à Douala pour exiger « qu'Eneo et l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (Arsel) facturent le kWh à 50 FCFA et non à 79 FCFA aux ménages et abonnés aux revenus précaires », a déclaré Alphonse Abena, le président de la Focaco.

Les nouveaux tarifs sont organisés par tranches de consommation, avec des prix différenciés selon le niveau de kWh consommé. Pour les résidents, les tranches tarifaires sont les suivantes : 0-110 kWh : 50 F/kWh (sans TVA), 111-220 kWh : 79 F/kWh (sans TVA) et 221-400 kWh : 94 F/kWh (avec TVA). Au-delà de 400 kWh : 99 F/kWh (avec TVA).

Cette nouvelle tarification résultant d'une exigence de l'Arsel. En 2022, le régulateur a constaté des disparités entre les tarifs appliqués aux clients prépayés et postpayés, notamment en ce qui concerne les tranches de facturation, le système tarifaire et le coût moyen unitaire du kWh. Il a donc été demandé au concessionnaire de distribution d'électricité d'aligner la grille tarifaire du prépaiement sur celle en vigueur depuis 2012.

Omer Kamga

## SERVICES FINANCIERS MOBILES

# Camtel prévoit le lancement de « Blue Money » en 2025

Cette annonce s'inscrit pleinement dans le plan de développement de l'entreprise. Ce plan vise notamment à étendre son réseau mobile, notamment avec sa marque commerciale « Blue », dont le déploiement à l'échelle du pays devrait être finalisé d'ici l'année prochaine, selon les prévisions.



Déploiement ambitieux du réseau mobile Blue de Camtel en 2025

La Cameroon Telecommunications (Camtel) prévoit de lancer ses services financiers mobiles «Blue Money» en 2025, selon une déclaration faite à Africa Tech par un représentant de l'opérateur historique des télécommunications du pays, jeudi 14 novembre dernier en Afrique du Sud. D'après Gilbert Ngono, directeur de la coopération chez Camtel, l'entreprise envisage de procéder à ce lancement l'année prochaine, une fois qu'elle aura achevé une étude de faisabilité en cours. «Blue Money sera lancé très prochainement. Nous sommes en train de finaliser les études autour de l'environnement réglementaire et du marché pour pouvoir le déployer», a-t-il déclaré au Cap. Cette annonce laisse présager une nouvelle dynamique sur le marché camerounais des services financiers mobiles.

Au Cameroun, cette annonce intervient dans le cadre du déploiement ambitieux du réseau mobile «Blue» de Camtel, visant à couvrir l'ensemble

du territoire national. L'opérateur, qui détient une licence de téléphonie mobile depuis 2014, et gère le réseau à fibre optique du pays, d'un linéaire actuel de 12000 kilomètres couvrant environ 90% des 58 départements, accélère ainsi sa transformation numérique. En septembre dernier, Blue, la branche mobile de Camtel revendiquait déjà 1,3 million d'abonnés. Le lancement de «Blue Money» s'inscrit naturellement dans cette stratégie globale, renforçant la position de Camtel sur le marché des télécommunications et des services financiers.

### UN MARCHÉ CONCURRENTIEL EN PLEINE CROISSANCE

Dans le détail, Camtel s'apprête à entrer sur un marché du mobile money estimée à 21,6 millions de comptes en 2022, selon le dernier rapport des services de paiements de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC). Ce dernier est dominé par le Français Orange et le Sud-africain MTN, qui détiennent à eux deux environ 95% des parts de marché et d'autres petits opérateurs, à l'instar d'Express Union Mobile Money. Malgré cette concurrence féroce, l'opérateur public compte bien se tailler une place de choix grâce à son nouveau service «Blue Money». D'autant plus que le potentiel du marché est considérable, avec un volume de transactions ayant plus que décuplé entre 2016 et 2020,

passant de 887 milliards à 12 151 milliards de Fcfa.

En mai 2023, une source interne à Camtel déclarait à Ecomatin : «Nous travaillons présentement pour lancer notre propre solution de paiement électronique. Le marché du mobile compte plus de 20 millions de puces, et nous sommes aux portes du million d'abonnés, à peine 20 mois après le lancement de notre marque. Blue Money nous permettra de consolider notre position.» Pour soutenir le développement de ses services financiers, Camtel a également annoncé le déploiement d'un vaste réseau de distribution, avec des partenariats stratégiques avec des applications mobiles, afin d'assurer une disponibilité maximale de son offre.

Rappelons que pour financer le lancement de «Blue Money», Camtel a obtenu un crédit de 53 milliards de Fcfa auprès d'un consortium bancaire dirigé par la Commercial Bank of Cameroon (CBC). L'entreprise prévoit d'intégrer ce nouveau service au sein de son unité commerciale «Blue». Cette initiative devrait renforcer la position du Cameroun en tant que leader du marché du mobile money dans la CEMAC, notamment en favorisant l'inclusion financière et en stimulant l'économie numérique. Le pays détenait déjà 74% des transactions de cette zone en 2022 selon la banque centrale.

## NSIA ASSURANCES CAMEROUN

# Une performance en deçà des objectifs affichés au premier semestre

NSIA Assurances Cameroun, filiale du groupe ivoirien NSIA, a enregistré un chiffre d'affaires de 4,95 milliards de Fcfa au terme des six premiers mois de l'année 2024, selon les informations du groupe. Bien que ce résultat soit positif, il n'atteint cependant pas les objectifs fixés en début d'exercice.



Résultat positif de Nsia Assurance Cameroun

« Nous sommes en retrait par rapport aux objectifs mais avec une rentabilité que nous devons accroître sur le second semestre. La rentabilité est le premier critère de nos actions et cela passe par la réalisation d'un chiffre d'affaires sain qui est le pôle Nord de notre boussole », a révélé le Directeur général de NSIA Assurances Cameroun William Nguimkeng, dans le récent numéro du magazine du groupe, NSIA MAG.

Le chiffre d'affaires de NSIA Assurances Cameroun ne représente que 3,58% du chiffre d'affaires combiné des filiales du pôle assurance du groupe au 30 juin 2024 qui se situe à 131,9 milliards de Fcfa, en hausse de 3,11 milliards de Fcfa (+2%) par rapport au premier semestre de l'année précédente. Ainsi, pour redresser la barre au second semestre, le Top management de la filiale camerounaise de NSIA a construit sa stratégie autour de « la mobilisation du personnel pour plus de performance, dixit William Nguimkeng. De manière opérationnelle, nous devons améliorer la qualité de nos prestations, l'image que les assurés ont de la compagnie, respecter nos engagements, reconquérir les clients perdus au cours des dernières années et améliorer la rentabilité ».

### RUDE CONCURRENCE

De toute évidence, NSIA Assurances Cameroun évolue dans un environnement concurrentiel au sein du marché des assurances camerounais en pleine expansion. En 2023, les 27 compagnies d'assurance actives dans le pays ont généré un chiffre d'affaires global de 272,55 milliards de Fcfa (environ 415 millions d'euros), selon l'Association des Sociétés d'Assurance du Cameroun (ASAC). Cette performance marque une croissance de 6,32% par rapport à 2022, portée principalement par le segment non-vie, qui représente près de 67,5% des primes émises. Ledit segment est dominé par des acteurs comme AXA Assurances (12,57% de part de marché), Chanas (10,94%) et Activa (9,76%), devant NSIA Assurances Cameroun non vie qui termine 7e sur ce marché avec un chiffre d'affaires de 11,2 milliards de Fcfa.

Dans ce paysage dynamique mais exigeant, NSIA Assurances Cameroun doit relever plusieurs défis pour renforcer sa position. Outre l'amélioration de la qualité de ses services, l'entreprise doit reconquérir des parts de marché en s'alignant sur les attentes des assurés, tout en maintenant une discipline de rentabilité. Avec une stratégie clairement définie, l'entreprise espère capitaliser sur un second semestre plus favorable.

Elise Nguélé

## ENTREPRISE

## LA REGIONALE BANK

## Les contre-performances qui plombent les bénéfices au 1er semestre 2024

Les 6 premiers mois de l'année en cours se sont achevés par des bénéfices en chute pour le banquier camerounais La Régionale.



Vers une nouvelle réorganisation de la banque

Entre Janvier et Juin 2024, cet établissement de crédit affiche un résultat net de 101,1 millions de Fcfa, contre 564,9 millions de Fcfa réalisés à la même période en 2023. Ce qui correspond à une baisse de 82,10% en glissement annuel, selon les états financiers de la banque, consultables sur le site de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac), où la banque est cotée depuis 2021. Cette chute, apprend-on du document source, est due à « l'accroissement des charges, couplé à la dégradation de l'activité de financement... ». Comparé à 2023, « ce résultat net ne représente qu'un taux de réalisation de 12,42% sur 50% au moins attendue », poursuit le document. Pour une productivité plus efficiente, l'établissement de crédit que dirige le Rev. Charles Rollin Ombang affirme qu'une réorganisation est en train d'être implémentée.

Au vu de ce qui précède, il va s'en dire que La Régionale Bank a poursuivi au 1er semestre 2024, sa dynamique de contre-performance telle qu'entamée en 2023. A cette période, les résultats financiers de la banque faisaient état d'une baisse de 32 % du résultat net. L'on attribuait alors cette baisse à de nouvelles

charges liées à son statut de banque et aussi au démarrage tardif des opérations de la clientèle sur les plateformes (Systac et Sygma...). Relevons que La Régionale a décroché son agrément de banque commerciale auprès de la Cobac en Septembre 2022 faisant d'elle la 18ème banque en activité au Cameroun.

Malgré cette baisse de son bénéfice, la banque agricole revendique un total bilan actif de 55,7 milliards de Fcfa, en hausse de 15,8% comparé aux 48,1 milliards de Fcfa du 1er semestre 2023. Un relèvement de son encours de crédit à 24,1 milliards de Fcfa ainsi qu'un bon encours de dépôt à la clientèle de 29,4 milliards de Fcfa. L'établissement de crédit affiche également entre janvier et juin 2024, un produit net bancaire de 2,9 milliards de Fcfa en hausse par rapport aux 2,7 milliards de Fcfa du 1er semestre 2023.

Doté d'un capital social de 10,125 milliards de Fcfa, La Régionale Bank est la seule banque camerounaise cotée à la Bvmac. Son entrée en bourse en 2021 a consacré l'ouverture de son capital social aux actionnaires boursiers qui détiennent plus de 7% du capital, soit 720,890 millions de Fcfa avec à la clé 72 089 actions. Avec à son actif 41 agences au Cameroun, La Régionale Bank s'est positionnée depuis peu comme la banque agricole après avoir inauguré, le 15 mars dernier, sa première agence exclusivement dédiée au financement des acteurs du monde rural ainsi que les porteurs de projet agro-pastoraux dans le développement de leurs projets agricoles.

Cédric BOYOMO

## INITIATIVE

## BGFI Bank annonce l'inauguration de son immeuble siège à Douala

« Nous sommes en train d'édifier notre siège social, qui sera inauguré au mois de décembre, pour montrer l'implication du groupe BGFI Bank ici au Cameroun », avait déclaré le Président Directeur Général de BGFI Holding Corporation SA, Henri-Claude OYIMA, au sortir d'une audience que lui avait accordée le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (Minepat) Alamine OUSMANE MEY en juillet dernier à Yaoundé.

Tout est donc fin prêt pour la cérémonie d'inauguration du nouvel immeuble de la BGFI Bank à Douala. D'après une note d'information de la Direction générale de la filiale Cameroun de la Banque Gabonaise et Française Internationale (BGFI Bank), les choses sont désormais en place pour l'entrée en fonction officielle dès le 6 décembre prochain, du nouvel immeuble siège. « Nous sommes ravis d'annoncer l'inauguration prochaine du nouvel immeuble siège de BGFIBank Cameroun, symbole de notre engagement continu pour le développement économique et social du Cameroun. Cet événement marque une étape clé dans notre histoire, et nous sommes fiers de partager cette réussite avec vous » annonce-t-on du côté de la Direction générale de la banque. L'immeuble siège de la BGFIBank Cameroun est conçu visiblement pour refléter les ambitions de ce fleuron du secteur bancaire au Cameroun.



Nouvel immeuble de BGFI Bank à Douala

banque. Outre de créer un cadre de travail optimal pour les collaborateurs, l'immeuble va offrir une expérience client de premier ordre tout en renforçant la visibilité, l'ancrage et le rayonnement de BGFI Bank au Cameroun. La cérémonie du 6 décembre prochain s'annonce grandiose au vue du casting des invités notamment les autorités gouvernementales et administratives, clients prestigieux, partenaires d'affaires, notabilités traditionnelles locales etc...

Notons que la pose de la première pierre de ce bâtiment siège de l'institution bancaire panafricaine a eu lieu en 2021 et 3 années ont été nécessaires pour élever cet imposant édifice. Il représente assurément un investissement majeur pour la banque.

BGFIBANK Cameroun aujourd'hui c'est 370 collaborateurs ; un impact notable sur l'économie à travers le financement de projets structurants, le soutien aux PME/PMI, une quête constante de l'innovations au service des particuliers et entreprises.

Paul NKALA

## EXPANSION

## Afriland First Bank finalise son implantation au Mali

Après avoir soumis un dossier de demande d'agrément il y a plusieurs mois, le groupe financier camerounais attend désormais l'autorisation officielle pour démarrer ses activités.



Afriland First Bank Mali en cours

« Tout est presque bouclé. La société a déjà été créée et immatriculée. Nous espérons que l'agrément sera accordé d'ici la fin de l'année 2024 », confie une source interne. Pour son entrée sur le marché bancaire malien, Afriland a mobilisé près de 26 milliards de FCFA comme investissement initial. « Les fonds sont disponibles. Le capital a été entièrement libéré », précise notre interlocuteur.

La création de la branche malienne est intimement liée à Afriland First Holding (AFH), le nouveau véhicule d'investissement du groupe fondé par le milliardaire camerounais Paul Kammogne

Fokam. Ce projet, piloté par AFH, figure parmi les initiatives phares de son portefeuille. « C'est le projet le plus avancé d'AFH », confirme une source proche de Paul Kammogne Fokam.

L'implantation au Mali marque le premier jalon d'un plan ambitieux de déploiement d'Afriland First Bank en Afrique de l'Ouest. Cette expansion est la mission principale confiée à AFH, qui vise à étendre la présence du groupe dans la sous-région.

Base arrière togolaise

Avec l'entrée en scène de l'AFH, créée en 2022, Afriland a, pour la première fois, domicilié une holding en dehors de l'Europe et de sa base suisse. « Le choix du Togo est motivé par la vision du président de la République, qui souhaite faire de son pays un lieu propice à la création de richesse », a déclaré Paul Kammogne Fokam, à sa sortie d'une audience avec le président Essozimna Gnassingbé, le 1<sup>er</sup> novembre dernier.

Outre l'attractivité du climat des affaires à Lomé, d'autres facteurs stratégiques ont poussé le

magnat de la finance à établir une deuxième base arrière d'investissement dans cette ville ouest-africaine, après Genève.

À la vérité, le secteur financier est confronté à de nouveaux défis liés aux mutations sociopolitiques qui caractérisent la sous-région ouest-africaine. En effet, depuis que l'Alliance des États du Sahel (AES) est sortie des fonts baptismaux à l'initiative du Mali, du Burkina Faso et du Niger, l'Afrique de l'Ouest a perdu sa configuration monolithique.

Au-delà des questions politiques et sécuritaires, les États membres de l'AES et ceux de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) achoppent sur le plan monétaire. Cette situation augure des changements susceptibles de bouleverser l'écosystème financier sous-régional, notamment avec la création d'une monnaie par l'AES.

Dans une certaine mesure, la démarche d'Afriland vise à anticiper et à s'adapter à ces évolutions. Car, avec son positionnement stratégique et son climat des affaires attractif, Lomé se présente comme une plateforme idéale pour une expansion régionale. « Le Togo se distingue aujourd'hui comme un pays tampon qui échange et entretient d'excellentes relations avec les États membres de l'Alliance des États du Sahel et les autres pays de la Cedeao », font observer des spins doctors de Paul Kammogne Fokam.

Le choix d'établir une holding en Afrique est également motivé par le contexte géopolitique mondial, marqué notamment par la montée en puissance des BRICS. Ces derniers manifestent l'ambition de dédollariser les échanges mondiaux, avec une volonté prononcée de mettre fin au quasi-monopole de Swift dans les transactions financières internationales.

Cette évolution constitue un risque non négligeable pour Afriland, dont l'unique holding était jusqu'alors établie à Genève, en Suisse. « Si les BRICS décident demain de sortir du système de transactions Swift et de mettre en service leur propre mécanisme de transaction international, nous devons être en mesure de nous adapter à la nouvelle donne », explique-t-on.

En prenant ses quartiers à Lomé, Afriland rejoint son concurrent panafricain Ecobank, dont la maison-mère y est installée depuis plusieurs années. Selon nos informations, une bonne douzaine de groupes bancaires est par ailleurs en attente d'agrément pour implanter des sociétés d'investissement au Togo. Autant dire, dans le secteur bancaire, Afriland n'est pas le seul conscient de ces changements qui risquent de redessiner l'activité financière en Afrique et dans le monde.

Placide Onguéné

## PARTENARIAT

# FAGACE et FERDI renforcent les capacités des acteurs financiers sur l'investissement d'impact en Afrique

Les 12 et 13 novembre 2024, Cotonou a accueilli un séminaire de formation de haut niveau organisé conjointement par le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE) et la Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International (FERDI).



Ngueto Tiraina Yambaye, Directeur Général du FAGACE

**C**ette rencontre, tenue sous le thème « L'investissement d'impact au service des économies

À l'ouverture du séminaire, Ngueto Tiraina Yambaye, Directeur Général du FAGACE, et Patrick Guillaumont, Président de la FERDI, ont souligné l'importance stratégique de l'investissement d'impact pour répondre aux défis de développement durable en Afrique. Le représentant du Ministre d'État chargé de l'Économie, des Finances et de la Coopération du Bénin Romuald WADAGNI, a salué cette initiative, qui tombe à point nommé, à un moment où l'Afrique cherche à consolider ses bases de croissance économique. Les discussions ont mis l'accent sur la manière dont les instruments financiers innovants peuvent allier

performance économique et impact social positif. Selon M. Yambaye, « les solutions de financement doivent aujourd'hui être porteuses de transformations durables pour nos économies. L'investissement d'impact offre cette double opportunité de répondre aux impératifs économiques tout en assurant une amélioration concrète des conditions de vie. »

## LE SOUTIEN DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD)

La Directrice de l'Agence Française de Développement au Bénin, Laure Weisgerber, a marqué de sa présence cet événement important. Dans son allocution, elle a réaffirmé l'engagement de l'AFD à soutenir les projets ayant un fort impact

social et économique en Afrique. Selon elle, « l'AFD accorde une grande importance à l'investissement d'impact en tant que levier pour promouvoir un développement durable et inclusif. Les initiatives comme celles du FAGACE et de la FERDI offrent une plateforme idéale pour catalyser des projets qui combinent croissance économique et impact social. » Elle a également mis en exergue le rôle de l'AFD dans le financement de projets structurants, en soulignant que les collaborations entre les institutions de financement, les gouvernements et le secteur privé sont essentielles pour maximiser les résultats.

## DES APPROCHES INNOVANTES POUR UN DÉVELOPPEMENT INCLUSIF

Les interventions des experts présents ont permis de dresser un panorama des meilleures pratiques en matière d'investissement d'impact. Jean-Michel Severino, Président du Conseil de surveillance d'I&P, a insisté sur le potentiel des partenariats public-privé pour stimuler des secteurs vitaux tels que l'agro-industrie et les énergies renouvelables. Jean-Marc Gravellini a, quant à lui, partagé des expériences réussies dans le financement des PME agricoles, soulignant leur rôle moteur pour une croissance inclusive.

Au cours des échanges, plusieurs intervenants ont plaidé pour la mise en place de mécanismes de garantie solides, comme ceux proposés par le FAGACE, afin de réduire les risques associés aux investissements à fort impact social. Des modèles de financement hybride, alliant capitaux privés et publics, ont été présentés

comme une piste à explorer pour répondre aux besoins croissants de financement dans les économies africaines.

## RECOMMANDATIONS POUR UN AVENIR PROSPÈRE

Les débats ont débouché sur des recommandations concrètes visant à renforcer l'investissement d'impact en Afrique. Parmi les priorités identifiées, figure la nécessité de développer des instruments financiers adaptés aux réalités locales tout en favorisant des projets à fort potentiel dans les secteurs de l'agriculture, des infrastructures et du numérique. Le FAGACE, à travers ce séminaire, réaffirme son rôle de pionnier dans la promotion de l'investissement d'impact en Afrique. En plus de ses instruments de garantie, l'institution continue d'innover pour offrir des solutions de financement adaptées aux défis actuels des pays africains membres.

## UNE COOPÉRATION RENFORCÉE ENTRE ACTEURS FINANCIERS ET GOUVERNEMENTS

La clôture du séminaire a été l'occasion pour les différents acteurs présents de renforcer leur volonté de collaboration. Avec l'appui de partenaires comme l'Agence Française de Développement (AFD) et d'autres institutions techniques et financières, le FAGACE et la FERDI ambitionnent de transformer les défis économiques actuels en opportunités de croissance pour les économies africaines.

Antoine Mboussi

## INTEGRATION ECONOMIQUE

# La BAD a investi 55 milliards de dollars en 10 ans pour renforcer la connectivité en Afrique

Le Groupe de la Banque africaine de développement a investi 55 milliards de dollars au cours de la dernière décennie dans la connectivité régionale en Afrique, démontrant ainsi son engagement à renforcer l'intégration du continent et le commerce

Joy Kategekwa, directrice de l'intégration régionale du Groupe de la Banque africaine de développement, en a fait l'annonce lors du lancement de l'Analyse des capitaux, des services et des biens du marché commun de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) 2023-2024.

S'exprimant sur le thème, «Tenir la promesse d'intégrer l'Afrique», Mme Kategekwa a souligné que la Banque africaine de développement joue un rôle de partenaire stratégique dans le développement de l'Afrique de l'Est. Elle a rappelé le soutien de l'institution au Protocole du marché commun de la CAE, qui vise à approfondir l'intégration économique grâce à la promotion de la libre circulation des biens, des services et des capitaux.

Le portefeuille «intégrer l'Afrique» de la Banque pour l'Afrique de l'Est, évalué à 5,5 milliards de dollars, est le plus important du continent, ce qui témoigne de la volonté de l'institution de promouvoir une Afrique de l'Est plus connectée.

«Avec 64 % du portefeuille « Intégrer l'Afrique » consacré aux infrastructures de transport, la Banque africaine de

développement a financé d'importants projets qui renforceront le commerce régional», a déclaré Mme Kategekwa. L'un de ces projets est le chemin de fer électrique à écartement standard qui relie le Burundi, la Tanzanie et la République démocratique du Congo, d'une valeur de 3,9 milliards de dollars, dont 700 millions de dollars débloqués par la Banque africaine de développement. «Ce chemin de fer rationalisera le commerce et la mobilité à travers les frontières de l'Afrique de l'Est, répondant ainsi aux besoins économiques croissants de la région», a-t-elle souligné.

Au-delà des infrastructures, la Banque a également investi dans des projets de connectivité «douce», tels que le Projet d'intégration des systèmes de paiement et de règlement de la CAE de 20 millions de dollars, qui permet des transactions transfrontalières en monnaies locales, et le projet de renforcement des capacités de la CAE de 11 millions de dollars, qui vise à réduire les coûts du commerce et à éliminer les barrières non tarifaires.

Mme Kategekwa a souligné l'importance de ces investissements pour l'Afrique de l'Est et les objectifs plus larges de l'Afrique dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine

(ZLECAf), qui représente un marché de 3000 milliards de dollars. Elle a exhorté les gouvernements et les acteurs du secteur privé à collaborer pour transformer l'Afrique de l'Est en force économique unifiée.

Elle a également relevé l'importance d'harmoniser les politiques, du renforcement des infrastructures et de la réduction des obstacles au commerce, exhortant toutes les parties prenantes à s'engager à mettre pleinement en œuvre le Protocole du marché commun de la CAE. «Ensemble, nous pouvons créer une région prospère prête à saisir les immenses opportunités offertes par la zone de libre-échange», a-t-elle déclaré. La secrétaire générale de la CAE, Veronica Nduva, s'est inquiétée de l'absence de convergence monétaire régionale, qui a un impact sur le commerce transfrontalier et a exhorté



9 La banque Africaine de Développement

à l'évaluation des efforts nationaux en faveur de changements régionaux. «Peu importe l'ampleur des progrès réalisés au niveau national s'il n'y a pas de convergence au niveau régional», a-t-elle déclaré, soulignant que cette disparité accroît le coût des affaires et entrave la libre circulation.

La conférence s'est conclue par un appel collectif en faveur de la création d'une Communauté d'Afrique de l'Est sans frontières comme modèle d'intégration continentale et de développement durable.

André Noir

## INFRASTRUCTURES ROUTIERES

## Le Cameroun passe un marché de gré à gré de plus de 10 milliards de Fcfa avec le chinois China Harbour

Au Cameroun, le gouvernement a attribué, par voie de gré à gré, à China Harbour Engineering Company Ltd un marché de 10,2 milliards de Fcfa pour la modernisation des infrastructures routières autour du barrage de Mekin (15 MW), situé dans la région du Sud.



Vers la modernisation des infrastructures routières

Selon un communiqué du ministre des Travaux publics Emmanuel Nganou Djourmes publié à cet effet, ce choix, annoncé le 14 novembre dernier, s'explique par la nécessité d'engager rapidement les travaux (même si la date officielle n'a pas été dévoilée) et s'inscrit dans le cadre d'un projet visant à développer cette zone stratégique. Les travaux prévus pour

une durée de vingt-quatre mois, sur financement du Budget d'investissement Public (BIP) du ministère des Travaux publics (Mintp) 2024, consisteront notamment à restructurer la route Ngalla-Bissombo (sur un linéaire non déterminé) et à construire un pont de 90 mètres sur la Dja.

L'entreprise, déjà impliquée dans le développement du complexe portuaire de Kribi, sera chargée dans le cadre dudit marché, de mener les travaux de modernisation des infrastructures routières autour du barrage de Mekin, devançant ainsi ses concurrentes Cgcoc Group et China Shanxi Construction Engineering.

D'après les pouvoirs publics, les concurrents de China Harbour sur ce projet que sont Cgcoc Group et China Shanxi Construction Engineering, ont

été écartés du processus de sélection en raison de non-conformités dans leurs dossiers administratifs. Ces non-conformités portaient principalement sur des pièces manquantes ou sur des documents ne respectant pas les exigences du cahier des charges.

Dans le pays de Paul Biya, China Harbour s'est imposée comme un acteur majeur du BTP. L'entreprise a déjà réalisé des projets d'envergure, notamment la construction de l'autoroute Kribi-Lolabé (38km), d'un coût de 250 milliards de Fcfa financée par un prêt de l'Eximbank de Chine (85%) et de l'entreprise adjudicataire (15%).

Fort de cette expérience, China Harbour est actuellement impliquée dans le développement d'une vaste zone industrielle à Kribi, en partenariat avec Tanger Med Special Agency et International Container Terminal Services. Ce projet, d'un coût estimé à 900 millions de dollars, soit 550 milliards de Fcfa prévoit l'aménagement de 1500 hectares pour accueillir des

entreprises et des industries. Les travaux comprennent notamment la construction de bâtiments, l'aménagement de réseaux d'infrastructures et la préparation des terrains.

Rappelons que la centrale hydroélectrique de Mekin, d'une capacité de production de 15 MW en voie de désenclavement, est sous le contrôle de l'État du Cameroun, via l'entreprise publique Hydro-Mekin. Bien qu'en sous régime avec une production estimée à 12 MW, malgré un investissement de 34,5 milliards de Fcfa au lieu de 25 milliards de Fcfa initialement prévus, la réception définitive de ce projet a eu lieu le 27 juillet 2023 à Yaoundé, en présence de Cima International, maître d'œuvre, de China National Electric Engineering Corporation (CNEEC), le constructeur, et d'Hydro-Mekin, l'exploitant

Antoine Mboussi

## RESEAU D'ELECTRICITE

## Le Barrage de Nachtigal monte en puissance avec la mise en service du 4e groupe de 60 Mw supplémentaire

Depuis le 18 novembre 2024, le barrage hydroélectrique de Nachtigal, en cours de finalisation dans la région du Centre du Cameroun, injecte 240 MW d'énergie électrique dans le Réseau interconnecté Sud (RIS), qui couvre les sept régions méridionales du pays. La montée en puissance de la production de cet ouvrage fait suite à la mise en service du 4<sup>e</sup> groupe, qui apporte 60 MW supplémentaires au réseau depuis quelques jours.



Nouvelle injection de 60 Mw dans le Ris

« L'aménagement est constitué de sept groupes d'une capacité de 60 MW chacun, et les trois premiers groupes avaient été respectivement livrés en juin, août et septembre 2024. À sa mise en service totale, Nachtigal aura une puissance installée de 420 MW et fournira près de 30% de la consommation électrique du Réseau interconnecté Sud du Cameroun », indique NHPC, la société de projet, dans sa dernière Newsletter.

La mise en service complète de cette infrastructure énergétique est annoncée pour fin janvier 2025, selon le chronogramme officiel. Cependant, pour que les 420 MW générés soient immédiatement exploités par les populations, il faut achever la construction de toutes les voies de transport avant cette date. Ce qui n'est pas un pari gagné d'avance, à en croire des sources

variées dans le secteur de l'électricité.

En tout cas, selon les accords conclus entre l'État du Cameroun et la société NHPC, dès la disponibilité des 420 MW attendus du barrage, une facture mensuelle de 10 milliards de FCFA devra être réglée à ce producteur indépendant, que l'énergie produite à Nachtigal soit évacuée et consommée ou non. D'où l'urgence de finaliser les infrastructures de transport associées à cette infrastructure, afin de pouvoir effectivement consommer l'énergie produite, et ainsi générer les revenus permettant de payer les factures de NHPC.

Investissement d'un montant total de 786 milliards de FCFA, le barrage de Nachtigal est la plus grande centrale de production d'énergie électrique du Cameroun. Grâce au Projet d'interconnexion des réseaux électriques du Cameroun au Tchad (Pirect), le Cameroun ambitionne d'être le leader dans l'exportation de l'électricité en Afrique centrale. En effet, ce projet permettra au Cameroun de fournir à ce pays de l'Afrique centrale 100 MW d'électricité à l'horizon 2027.

Rémy Ngassana

## SANTÉ

## Manaouda Malachie veut réduire le temps d'attente des patients dans les hôpitaux

La ville de Yaoundé a accueilli la Conférence des hôpitaux en début de semaine pour penser l'hôpital de demain. Malachie Manaouda, le ministre de la Santé publique (Minsante), qui présidait les travaux, a commencé à dévoiler les objectifs à atteindre. « On va se pencher sur la réduction du temps d'attente », a-t-il déclaré au micro du Poste national de la CRTV ce 20 novembre

Si cet objectif est cité en premier par le ministre de la Santé, c'est à cause des nombreuses plaintes et des récriminations des usagers, comme le ministre l'a lui-même reconnu. Dans les formations sanitaires publiques, plusieurs patients se plaignent d'attendre beaucoup trop longtemps avant de rencontrer un médecin généraliste.

Ce temps d'attente est encore plus long quand il faut obtenir un rendez-vous avec un spécialiste. Malachie Manaouda ne s'est toutefois pas épanché sur les mesures à prendre pour réduire ce temps d'attente. Il évoque cependant les grandes lignes de cette réforme. « L'hôpital de demain doit être plus moderne, plus généreux en termes de soin et surtout un hôpital humain », indique le membre du gouvernement. Malachie Manaouda est par ailleurs convaincu que pour proposer un hôpital beaucoup plus humain, il faut développer la santé communautaire, qui absorbe la majorité des patients. Car seuls 10 à 15 % des patients doivent arriver dans les



Manaouda Malachie, Ministre de la Santé Publique

salles d'attente des hôpitaux régionaux et de référence.

Pour terminer, le Minsante travaille aussi à améliorer le traitement des personnels de santé. Dans un récent communiqué, Malachie Manaouda a demandé aux promoteurs des formations sanitaires (Fosa) privées de respecter les dispositions du Code du travail, notamment en matière de traitement salarial. Sans oublier de préciser que son département ministériel est aussi préoccupé par l'amélioration des conditions de travail dans les structures sanitaires publiques.

Cédric Boyomo

SECTEUR BANCAIRE

# Acces Bank, Sunu et Nsia en course pour le contrôle de la Commercial Bank Cameroun

Le paysage bancaire camerounais connaît un tournant significatif avec l'intérêt exprimé par les groupes Acces Bank, Sunu et NSIA pour acquérir 51 % des parts de l'État camerounais dans la Commercial Bank Cameroun (CBC).



La Commercial Bank Cameroon pourrait passer entre les mains d'un consortium

Selon le quotidien L'Économie, cette cession, mise en vente depuis mars 2024, est gérée par Rothschild & Co, agissant en tant que conseiller financier de l'État. Les offres des trois investisseurs sont actuellement à l'étude dans le cadre d'un processus visant à sélectionner un repreneur stratégique.

À la suite de la réception des propositions, Rothschild & Co avait d'abord concentré son attention sur les offres de ces trois géants financiers. Cependant, un consortium d'acteurs privés camerounais a fait surface, initiant des discussions pour une option complémentaire. Ce développement, bien que tardif,

a conduit le gouvernement à demander à la banque d'affaires de prendre en considération cette offre locale, ajoutant ainsi une dimension supplémentaire à la compétition pour le contrôle de la CBC.

Le nom du nouveau consortium actionnaire majoritaire pourrait être révélé au cours du quatrième trimestre 2024,

avec un objectif de finalisation des accords de rachat et d'introduction en bourse doit être conclue avant fin décembre 2024, d'après le calendrier publié le 6 mars 2024, par le ministre des Finances, Louis Paul Motaze. Cette cession s'inscrit dans une pression croissante exercée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale sur le gouvernement camerounais, l'incitant à réduire sa participation dans la banque afin de respecter les normes de régulation.

Omer Kamga

BOURSE DE LONDRES

# Ecobank Transnational Incorporated lève de 400 millions de dollars américains à la bourse de Londres

Ecobank Transnational Incorporated (ETI), a ouvert ce jour, le marché à la Bourse de Londres (LSE) pour célébrer l'émission réussie de ses euro-obligations senior non garanties d'un montant de 400 millions de dollars américains sur le marché principal de la Bourse de Londres.

Un communiqué de l'institution financière fait savoir que les obligations, qui arrivent à échéance en octobre 2029, vont produire des intérêts de 10,125 %, payables semestriellement à terme échu.

La même source renseigne que ETI utilisera le produit net de l'émission des obligations pour les besoins généraux de l'entreprise, notamment le refinancement de la facilité de crédit de 350 millions de dollars américains sous la forme d'un prêt-relais senior conclu en mars 2024.

« Le succès de notre émission d'obligations montre comment Ecobank ouvre la voie de l'accès aux marchés internationaux des capitaux pour les institutions financières et les entreprises d'Afrique subsaharienne », rapporte le communiqué qui cite le directeur général du groupe Ecobank.

Jeremy Awori souligne que ces obligations sont la troisième émission de ETI sur les marchés obligataires internationaux et la première émission publique d'euro-obligations par une institution financière en Afrique subsaharienne depuis 2021.

« L'obligation ayant été souscrite plus de 2,1 fois, la forte demande atteste de l'approbation et de la confiance des investisseurs internationaux et africains dans les progrès de notre stratégie de croissance, transformation et rendements », se réjouit Awori.



Succès d'Ecobank à la Bourse de Londres

Par ailleurs, directeur financier du Groupe Ecobank « apprécie grandement le soutien et le partenariat d'Absa, de la Société financière africaine, de la Banque africaine d'import-export, de Mashreq et de la Standard Chartered Bank, qui ont agi en tant que co-chefs de file et teneurs de livres associés, ainsi que de Renaissance Capital Africa, qui a joué le rôle de conseiller financier dans le cadre de la transaction ».

Ayo Adepoju, en l'occurrence, ajoute : « Nous sommes très reconnaissants envers nos institutions de financement du développement partenaires, notamment la Société financière africaine, Proparco et la Banque de développement et de commerce de l'Afrique orientale et australe, qui ont contribué à ancrer la transaction ».

Il remercie également les investisseurs obligataires pour leur soutien continu à ETI, soulignant qu'ils réjouissent de poursuivre leur mission et de travailler en collaboration pour mener à bien leur stratégie commerciale.

Paul Nkala

PRODUCTIVITE

# Le continent face aux défis mondiaux de l'industrialisation

Le 20 novembre 2024 a coïncidé avec la Journée de l'industrialisation de l'Afrique qui met l'accent sur le développement industriel du continent. En effet, cette journée est cruciale pour les pays africains, car elle souligne l'importance que l'industrie a dans l'économie et la croissance de l'Afrique.



Journée de l'industrialisation de l'Afrique

Selon l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'industrie accroît la productivité en introduisant de nouveaux équipements et de nouvelles techniques. Elle améliore ainsi l'efficacité de la main-d'œuvre et crée de nouveaux emplois.

Par conséquent, l'articulation entre l'industrialisation et les économies nationales aiderait les pays africains à atteindre des taux de croissance élevés, à diversifier leurs économies et à réduire leur vulnérabilité aux chocs extérieurs. Cela contribuerait

substantiellement à l'éradication de la pauvreté par la création d'emplois et de richesse, indique la même source.

A rappeler que dans le cadre de la deuxième décennie du développement industriel de l'Afrique (1991-2000), l'Assemblée générale des Nations Unies, en décembre 1989, a proclamé le 20 novembre « Journée de l'industrialisation de l'Afrique ». Depuis lors, le système des Nations Unies a organisé des événements ce jour-là dans le monde entier pour sensibiliser à l'importance de l'industrialisation de l'Afrique et aux défis auxquels le continent est confronté.

À l'occasion de cette même journée, la Commission de l'Union africaine (CUA), conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUUDI) et de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), ont réaffirmé leur engagement à faire progresser l'industrialisation et la diversification

économique de l'Afrique conformément à l'Agenda 2063 : « L'Afrique que nous voulons ».

Dans une déclaration conjointe qu'elles ont faite ce 20 novembre, elles reconnaissent que l'industrialisation reste le pivot de l'agenda 2063 pour le développement de l'Afrique et qu'elle est vitale pour relever les défis socio-économiques, notamment la pauvreté, le chômage et l'inégalité.

A cet égard, l'engagement de l'Union Africaine en faveur d'une industrialisation durable et inclusive est souligné dans des cadres clés tels que le Plan d'Action pour le Développement Industriel Accéléré de l'Afrique (AIDA) et la troisième Décennie du Développement Industriel de l'Afrique (IDDA III), assure le document.

Il stipule également que ces cadres, ainsi que l'opérationnalisation de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), sont essentiels pour stimuler la valeur ajoutée industrielle, l'amélioration de la productivité, le développement des chaînes de valeur régionales, la création d'emplois et la transition vers une économie verte et durable.

Dans la même perspective, elles indiquent dans le même document d'avoir pris acte des défis mondiaux, de la résilience de

l'Afrique et du paysage industriel mondial, qui sont de plus en plus façonnés par les défis environnementaux, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les conséquences économiques des conflits géopolitiques en Europe et au Moyen-Orient.

Pour elles, ces événements soulignent la nécessité pour l'Afrique de construire des industries résilientes capables de surmonter ces chocs externes. Dans le même temps, l'Afrique doit saisir les occasions de diversifier sa base industrielle, en tirant parti de ses ressources naturelles, de la jeunesse de sa population, de l'innovation et de la montée en puissance de la classe moyenne. Elle doit également utiliser les technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle, la blockchain, la robotique et l'impression 3D pour construire des industries bénéfiques aux générations actuelles et futures et faire pleinement partie de la 4ème révolution industrielle.

André Noir



## BEYOND TRAVEL...

- ◆ Air ticket
- ◆ Travel Insurance
- ◆ Visa assistance
- ◆ Hôtel Booking
- ◆ Car rental
- ◆ Airport transfer
- ◆ Tour package
- ◆ Event Management



+237 233 42 66 37

+237 676 64 64 57

+237 695 98 50 96

Arckin Iarrexble ticbro, 2niitege Pette-!

servicedesli @didbo - travel.com

www.akiba-travel.com